de contrat en proposant d'appliquer des impôts. Je me rappelle, il y a plusieurs années, lorsqu'on avait déduit un montant de 10 p. 100 des traitements des fonctionnaires on a prétendu que cette déduction ne devrait pas s'appliquer aux traitements des juges.

L'hon. M. HANSON: Les fonctionnaires de l'Etat ont soutenu qu'on ne devrait pas leur enlever ce 10 p. 100 de leurs traitements.

L'hon. M. ILSLEY: Ils ne l'ont jamais fait, mais on a prétendu que cette déduction ne devrait pas s'appliquer aux traitements des juges.

L'hon. M. HANSON: D'après le principe qu'il s'agissait d'un contrat.

L'hon. M. ILSLEY: On ne pouvait pas alléguer qu'il s'agissait d'un contrat, parce que le contrat passé avec les juges ne différait aucunement du contrat passé avec les fonctionnaires de l'Etat. On a prétendu que les traitements des juges étaient sacrosaints et exempts de toute déduction à cause de la grande importance qu'il fallait attacher à l'indépendance de la magistrature. C'est sur ce terrain qu'on a placé la question.

L'hon. M. HANSON: Ce n'est pas le seul motif qu'on a invoqué.

L'hon. M. ILSLEY: C'était le seul motif soutenable. M. Bennett, qui était alors premier ministre, s'opposa à la déduction sur le traitement des juges pour la raison qu'il s'agissait d'une classe dont l'indépendance était d'importance primordiale et à laquelle on ne devait pas imposer de déduction. Cependant, il a fini par frapper les traitements des juges d'un impôt de 10 p. 100 en alléguant que l'imposition d'une taxe ne pouvait être considérée comme un bris de contrat ou la violation de quoi que ce soit. Nous avons le pouvoir de prélever les impôts et nous pouvons le faire sans tenir compte des contrats de service.

M. ROSS (Calgary-Est): Ne prélevez-vous pas un double impôt sur les rentes annuelles? La rente n'est-elle pas soumise à un premier impôt lors de son émission, lorsque la personne met de côté l'argent qui sert à acheter sa rente, et puis plus tard?

L'hon. M. ILSLEY: L'honorable député parle-t-il des rentes sur l'Etat?

M. ROSS (Calgary-Est): Oui.

L'hon. M. HANSON: Il y a de nombreux cas de double impôt.

L'hon. M. ILSLEY: Pour ce qui est des rentes sur l'Etat, l'acheteur les achète avec de l'argent qui a déjà été soumis à l'impôt,

c'est indubitable. Il aura payé un impôt sur son revenu avant d'épargner les fonds qui lui servent à acheter une rente. Voici, cependant, les principes qui s'appliquent à l'achat d'une rente. L'acheteur d'une rente met de côté un capital et reçoit, en retour, un revenu. Il ne retire pas son capital. Il se peut qu'il vive deux ans ou même vingt ans. S'il ne vit que deux ans, il ne retire pas son capital et il n'a pas le droit de le retirer. S'il vit vingt ans il retire bien plus que le montant de son capital. Son titre au capital est disparu et il reçoit, à la place, un revenu. Depuis 1842, l'Angleterre prélève un impôt dans ce cas. Bien que le capital y ait été placé, ce capital a fait place à un revenu.

Je passe maintenant à l'amendement. C'est un amendement qui pose la question de confiance et il est rédigé en quelque sorte dans le but de rallier tous les suffrages. En voici le texte:

La Chambre est d'avis qu'il serait urgent pour le Gouvernement de prendre des mesures afin de faire disparaître parmi les ouvriers canadiens, les causes de mécontentement légitime produites par la politique ministérielle sur l'immobilisation des salaires, les méthodes injustes d'impôt de guerre sur le revenu et le rationnement de certains produits alimentaires.

Les mesures à prendre sont loin d'être claires; elles sont bien vagues. Je ne suis pas assez familier avec le Règlement pour me prononcer sur la régularité de l'amendement, mais est-ce bien le moment de précipiter un troisième débat? Si nous devons prendre l'amendement au sérieux, nous aurions trois grands débats. D'abord, nous aurions un débat sur la politique du Gouvernement concernant les salaires puis un autre sur tout le système fiscal de l'Etat et, enfin, sur la politique de rationnement de l'administration. A mon avis, ce n'est pas le moment ou l'occasion d'entamer ces trois débats et je ne tenterai certes pas de présenter en ce moment ma théorie sur la politique du Gouvernement concernant les salaires ou le système fiscal ou sur la politique de rationnement du Gouvernement. Ces questions seront discutées en temps et lieu durant l'étude des crédits. Nous aurons maintes occasions de les discuter. Je me contenterai de dire que c'est là une motion de défiance. Si la Chambre l'adopte, nous cessons de fonctionner comme Gouvernement. Si elle la rejette, elle aura nombre d'autres occasions de présenter des arguments contre toute mesure à laquelle elle s'oppose.

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggar): Monsieur l'Orateur, comme il nous faudra nous prononcer sur cette motion, si elle est mise aux voix, je désire la commenter brièvement. Sans avoir pu consulter mes collègues, je dois dire que si nous en venons au vote j'appuierai la motion parce qu'elle concorde avec